

## RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

Mise à jour : mai 2025



PAYS : *Mauritanie*

TYPE DE RAPPORT : *ANNUEL*

ANNEE DE RAPPORT : *2025*

### INFORMATIONS SUR LE PROJET

<b>Titre du projet :</b> <i>Promouvoir une plus grande inclusion des femmes et jeunes filles à tous les niveaux de prise de décision dans les institutions, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits.</i>	
<b>Numéro Projet / MPTF Gateway :</b> <i>00140529</i>	
<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional  <b>Nom du fonds fiduciaire :</b>	<b>Type et nom d'agence récipiendaire :</b>  <i>ONUSDC Mauritanie (Agence coordinatrice)</i> <i>UNFPA Mauritanie</i> <i>ONU Femmes Sénégal</i>
<b>Date du premier transfert de fonds :</b> <i>21.12.2023</i> <b>Date de fin de projet :</b> <i>19.12.2025</i> <b>Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation (avec ou sans coûts) ?</b> <i>Non, pas d'extension</i> <b>Ce projet demandera-t-il une prolongation (avec ou sans coûts) ?</b> <i>Oui</i> <b>Ce projet soumettra-t-il une demande de transfert de fonds (FTR) au cours des six prochains mois ?</b> <i>Oui</i> <b>Dans l'affirmative, vers quel mois prévoyez-vous présenter la demande ?</b> <i>Novembre 2025</i> <b>Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?</b> <i>Oui</i>	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :</b> <i>Non</i> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire</li><li>• Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.</li><li>• Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays, Vous aurez l'occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.</li></ul>	

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

Récipiendaire	Budget Alloué (montant total en USD)	Transferts à ce jour (montant total en USD)	Dépenses à ce jour (montant total en USD)
<i>ONUDC Mauritanie</i>	<i>1 288 000</i>	<i>901 600</i>	<i>798 070</i>
<i>UNFPA Mauritanie</i>	<i>1 032 550</i>	<i>722 785</i>	<i>638 567</i>
<i>ONU Femmes</i>	<i>679 450</i>	<i>475 615</i>	<i>444 607</i>
<b>TOTAL</b>	<b><i>3 000 000</i></b>	<b><i>2 100 000</i></b>	<b><i>1 881 244</i></b>

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : **67%**

\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*

Les modèles de budget sont disponibles [ici](#)

### Partenaires de mise en œuvre

À combien de partenaires de mise en œuvre le projet a-t-il transféré de l'argent **depuis le début du projet** ? **4**

À combien de partenaires de mise en œuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent durant **l'année civile en cours** (pour les rapports de juin : janvier à juin ; pour les rapports de novembre : janvier à décembre (prévu) ; pour les rapports finaux : durée totale du projet) ? **4**

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en œuvre et les montants transférés (en dollar USD) à chaque partenaire, tant depuis le début du projet, que plus particulièrement durant **de l'année civile en cours** ?

Nom du partenaire de mis en œuvre	Type d'organisation (ex. Gouvernement, société civile, etc.)	Quel montant total est prévu (en USD) d'être versé à ce partenaire de mise en œuvre, pour la durée totale du projet ?	Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre <u>depuis le début du projet</u> ?	Quel est le montant total (en USD) versé au partenaire chargé de la mise en œuvre <u>durant l'année civile en cours</u> ?	Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire durant l'année civile en cours (1500 caractères)
<i>Ministère de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille (MASEF) -partenaire de mise en œuvre de UNFPA</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>158 510 USD</i>	<i>124 338 USD</i>	<i>62 567 USD</i>	<i>Activité 2.2.1. Actualisation du répertoire du compendium des compétences féminines.  Activité 1.2.2. Fourniture d'appui technique et financier à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) pour l'élaboration de l'Audit Genre puis de la</i>

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

					<p><i>Stratégie Nationale Genre et Élection et aux cellules sectorielles genre des ministères pour la mise en œuvre des plans d'action genre y compris du Plan National de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000).</i></p> <p><i>Activité 1.2.4. Fourniture d'un appui technique et financier aux organisations féminines et de jeunesse pour la conduite d'une campagne de plaidoyer et de lobbying en vue d'un cadre légal et institutionnel sensible à la participation des femmes à la vie publique et politique.</i></p> <p><i>Activité 2.1.4. Mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce et de signalement des conflits communautaires et des violences faites aux femmes, y compris en politique par le réseau des femmes médiatrices.</i></p> <p><i>Activité 3.1.3. Lancement de la campagne nationale HeForShe (masculinité positive) en vue de l'implication massive des hommes et des jeunes garçons à la promotion de la participation des femmes et des filles à la prise de décision y compris la lutte contre les violences et discriminations faites aux femmes.</i></p>
<p><i>AMPF (Association Mauritanienne pour la Promotion de la Famille)-partenaire de mise en œuvre de UNFPA</i></p>	<p><i>Société Civile</i></p>	<p><i>6929 USD</i></p>	<p><i>6 929 USD</i></p>	<p><i>5 729 USD</i></p>	<p><i>Activité 3.1.1. Campagne de sensibilisation et de plaidoyer pour l'implication des hommes champions du genre, des hommes leaders d'opinions, des chefs traditionnels et religieux à la</i></p>

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

					<i>promotion du leadership féminin.</i>
<i>(CENI) Commission Électorale Nationale Indépendante</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>2 0120, 19 USD</i>	<i>2 0120,19</i>	<i>2 0120,19 USD</i>	<i>Activité 1.2.2 Fourniture d'appui technique et financier à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) pour l'élaboration de la Stratégie Nationale Genre et Élection</i>
<i>(AREFAMP) Amicale Réseau des Femmes Parlementaires</i>	<i>Société civile</i>	<i>113 198,89 USD</i>	<i>7 776,85</i>	<i>7 776,85 USD</i>	<i>Activité 1.2.3 et Activité 2.2.2 Fourniture d'un appui technique et financier au réseau des femmes parlementaires et autres Organisations féminines pour la formulation d'un avant-projet de révision du code électoral, la formulation d'un avant-projet de quota pour l'accès des filles dans le secteur de la justice et de la sécurité, et la formation des femmes parlementaires et élues locales à mener des campagnes innovantes.</i>
<i>(MASEF) Ministère de l'Action Sociale, l'Enfance et de l'Familie</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>49 636,54 USD</i>		<i>26 661, 36 USD</i>	<i>Activité 1.2.2 Appui technique et financiers aux ministères sectoriels à l'appui à la mise en œuvre des plans d'action genre des ministères sectoriels concernés</i>

**Budgétisation sensible au genre :**

Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet ?

**100 %**

Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet contribuant à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : **3.000.000 USD**

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant contribuant à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : **1 886 753 USD**

**Marquer de genre du projet : 3**

**Marquer de risque du projet : 0**

**Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area ») : *Prévention et Gestion des Conflits***

**Comité de Pilotage et Interactions avec le gouvernement**

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet ? **Oui**

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois (3000 caractères).

Au cours des six derniers mois, une réunion du Comité de Pilotage (COPIL) du projet a été organisée. Elle s'est tenue le 5 août 2025 à Nouakchott, sous la présidence du ministère de l'Economie et des Finances. Cette rencontre a réuni les partenaires institutionnels et techniques du projet, notamment le ministère de la Justice, le MASEF, d'autres départements ministériels concernés, les organisations de la société civile, ainsi que les trois agences des Nations Unies impliquées dans le projet.

L'objectif principal de la réunion était de faire le point sur l'état d'avancement du projet, identifier les défis rencontrés dans la mise en œuvre du plan de travail 2025 et définir les priorités pour le second semestre. Les échanges ont permis de renforcer la coordination intersectorielle entre les acteurs gouvernementaux et les agences onusiennes, tout en favorisant une meilleure appropriation nationale du projet.

Parmi les résultats clés, les membres du COPIL ont :

- Validé le plan d'accélération des activités pour garantir l'atteinte des résultats dans les délais;
- Convenu de renforcer les mécanismes de coordination et de suivi entre les institutions partenaires ;
- Décidé de tenir un atelier de restitution des études menées dans le cadre du projet ;
- Recommandé l'élaboration d'une stratégie de pérennisation et la mobilisation de ressources complémentaires pour soutenir la phase post-projet.

Cette réunion a également été l'occasion d'un dialogue constructif entre le gouvernement et les Nations Unies, confirmant un engagement commun à maintenir la dynamique de collaboration interinstitutionnelle et inter-agences.

**Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi (3000 caractères).**

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

Le projet a établi des interactions soutenues et structurées avec le Gouvernement mauritanien aux niveaux central, décentralisé, sectoriel et institutionnel, afin d'assurer un ancrage national fort et une appropriation durable de la dimension genre dans les politiques publiques et les mécanismes de gouvernance. Conçu conjointement avec les agences des Nations Unies, ce dispositif institutionnel a favorisé une coordination accrue entre ministères, institutions publiques et plateformes de la société civile autour d'objectifs communs : promotion du leadership féminin, participation politique des femmes et prévention des violences basées sur le genre (VBG).

Au niveau central, le projet a collaboré étroitement avec plusieurs ministères clés. Le MASEF, chef de file du projet et président du comité technique intersectoriel (dernier tenu en mars), a joué un rôle stratégique dans la planification et le suivi. La Commission Electorale Nationale Indépendante, à travers le renforcement de sa cellule genre et inclusion, a élaboré un Audit genre et une Stratégie nationale Genre et Élections, institutionnalisant la participation des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap à tous les niveaux du processus électoral. Le ministère de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local a intégré la perspective genre dans les réflexions sur la gouvernance locale et la prévention des conflits. Le Ministère des Affaires Economiques et du Développement, via sa cellule genre, a contribué à l'institutionnalisation de la budgétisation sensible au genre dans la planification publique. Le Ministère de la Justice a soutenu la reconnaissance du Réseau national des femmes médiatrices et encouragé la participation féminine aux concours de la magistrature et aux métiers juridiques. De son côté, le Ministère de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement a accompagné la formation des journalistes et la diffusion de messages favorisant une couverture médiatique équitable.

Le projet a également mobilisé les leaders religieux, notamment les imams, pour promouvoir l'égalité de genre et la cohésion sociale dans le cadre des campagnes de sensibilisation communautaires.

Au niveau décentralisé, des interactions ont eu lieu avec les autorités locales pour intégrer l'approche genre dans les plans de développement communal et les dispositifs de prévention des conflits, assurant ainsi une appropriation territoriale des résultats.

En parallèle, la collaboration entre le gouvernement et les organisations de la société civile (OSC) a été renforcée à travers des partenariats structurés avec la Plateforme des Femmes du Sahel, le Réseau des Femmes Parlementaires (REFPAM), le Réseau des Journalistes contre les VBG, ainsi que d'autres organisations féminines et de jeunesse. Ces interactions ont soutenu le dialogue inclusif, la cohésion sociale et le plaidoyer pour un cadre institutionnel plus équitable, notamment autour de la révision du Code électoral et de propositions de quotas pour l'accès des femmes aux secteurs de la justice et de la sécurité.

Ces synergies intersectorielles ont permis de valoriser les avantages comparatifs de chaque ministère, de consolider l'engagement du gouvernement dans la mise en œuvre du projet et de générer des changements institutionnels notables : formation de parlementaires sur la législation sensible au genre, structuration du réseau des médiatrices et promotion d'une gouvernance plus inclusive et durable.

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

Les réunions périodiques avec la cellule genre du MEF ainsi que le secrétaire général dudit ministère ont permis le développement d'un plan formation, l'identification des cibles et le déroulement d'une série de formation sur la BSG.

Les (06) séances de rencontre et d'échange initiées par le projet avec la CENI ont permis de réactiver la cellule genre qui n'était plus fonctionnelle après les Elections présidentiels.

Le projet a tenu une série de rencontre avec le Secrétaire General du parlement, le chargé de la relation avec les institutions et les PTF ainsi qu'avec les femmes parlementaires. Ces rencontres ont permis de ternir informer ces acteurs des activités du projet mais également de favoriser la mobilisation et la participation des acteurs clés à la formation sur la BSG.

Le projet a également maintenu une communication avec MASEF à travers plusieurs réunions avec le secrétaire général et le Directeur de la coopération et du suivi. Ces interactions ont conduit à l'établissement des accords de partenariat en vue de faciliter la mise en œuvre du projet.

**Préparation du rapport :** *ONU DC, UNFPA, ONU FEMMES*

Rapport préparé par : *Aminata Macina, Khadijetou Lo, Mamoudou Ba, Abdallahi Dieng, Neneh Diallo*

Email : [aminata.macina@un.org](mailto:aminata.macina@un.org)

Rapport approuvé par :

Tous les bénéficiaires de ce projet ont-ils contribué au rapport ? *Oui*

Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport :

**NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :**

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis : vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

**PARTIE I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET**

*Veillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivants: (indiquez si l'activité est : 'Pas commencé', 'commencé', 'partiellement complet', 'complété', 'pas applicable')*

Contractualisation des partenaires	<i>Effectuée selon les besoins des activités</i>
Recrutement du personnel	<i>Complété</i>
Collection des données de base	<i>Complété</i>
Identification des bénéficiaires	<i>Complété</i>



**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

**Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (3000 caractères):**

À l'issue de la deuxième année de mise en œuvre, le projet a atteint une phase d'exécution avancée, marquée par la finalisation de toutes les étapes préparatoires et le passage effectif à la mise en œuvre opérationnelle. La contractualisation avec les partenaires institutionnels, les agences nationales et les organisations de la société civile est désormais achevée, garantissant un cadre d'intervention cohérent et concerté. Le recrutement du personnel clé et la mise en place des organes de gouvernance notamment le Comité de pilotage et le Comité technique, ont permis d'instaurer une coordination fonctionnelle et une gestion participative, favorisant une prise de décision conjointe et une meilleure redevabilité.

Les outils de planification, de suivi et de rapportage ont été pleinement opérationnalisés. La réalisation de l'enquête de référence (baseline) a permis d'établir les valeurs de départ des indicateurs de performance et de disposer d'un système de mesure fiable pour le suivi des progrès. À ce stade, le taux global d'exécution est estimé à 63 % du budget total du projet dont 76% sur la base du budget reçu. Les indicateurs présentent un niveau de progression satisfaisant, traduisant une mise en œuvre alignée sur les objectifs du plan de travail annuel.

Sur le terrain, les résultats obtenus illustrent des avancées notables en matière d'institutionnalisation de la dimension genre et de transformation des pratiques sociales. Les autorités locales et nationales intègrent désormais plus systématiquement l'approche genre dans les politiques de gouvernance, de planification territoriale et de prévention des conflits. Les femmes occupent une place de plus en plus visible au sein des instances de médiation et de décision, renforçant leur rôle dans la consolidation de la paix et la promotion des droits humains. Les actions de renforcement de capacités, de plaidoyer et de sensibilisation ont contribué à instaurer un environnement plus favorable à l'égalité de genre au niveau institutionnel comme communautaire.

Cependant, certaines contraintes ont influé sur le calendrier d'exécution. La tenue des élections générales de 2024, la mobilité du personnel dans certaines institutions partenaires et la lourdeur des procédures administratives et financières ont occasionné des retards ponctuels dans le déploiement de certaines activités. Pour y remédier, un plan d'accélération a été élaboré et validé par le Comité de pilotage afin d'assurer la continuité des interventions et d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

Globalement, le projet se situe à un stade satisfaisant de mise en œuvre, avec une architecture de gouvernance stabilisée, des partenariats consolidés, une appropriation institutionnelle renforcée et des signes tangibles de changement dans les comportements et pratiques en matière d'égalité de genre, de participation citoyenne et de gouvernance inclusive.



## CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux : durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

**Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produits soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ? *Oui***

Si non, veuillez fournir une explication (6000 caractères) :

Résumé de progrès (6000 caractères)

Le projet est en bonne voie de mise en œuvre. Sa mise en œuvre a contribué à des changements tangibles dans la gouvernance, la cohésion sociale et les dynamiques communautaires, plaçant l'égalité de genre au cœur de la consolidation de la paix en Mauritanie. À travers ses trois résultats, il agit comme un catalyseur de transformation institutionnelle et sociale durable.

**Un cadre légal et institutionnel plus inclusif et sensible au genre:**

Les réformes engagées ont ouvert la voie à une participation féminine accrue dans la sphère publique. Les trois études menées sur i) les violences faites aux femmes en politique, y compris en période électorale (réalisée après les élections, avec les termes de référence disponibles et la mise en œuvre en partenariat avec le MASEF) ; ii) la participation des femmes aux processus formels et informels de médiation et de règlement des conflits en Mauritanie ; iii) et les facteurs de blocage de l'accès des femmes et des filles à des postes de prise de décision, notamment dans les secteurs de la justice et de la sécurité ont permis de documenter les obstacles structurels freinant la participation des femmes, notamment dans les secteurs de la justice et de la sécurité. Ces données ont orienté les discussions autour de la révision du code électoral et inspiré des propositions de quotas pour un accès équitable aux fonctions publiques. Au-delà des avancées techniques, ces travaux ont favorisé un changement de paradigme institutionnel, en renforçant la redevabilité et l'engagement du gouvernement pour une gouvernance fondée sur des données probantes et sensibles au genre. Les formations sur le BSG ont bénéficié 90 membres du parlementaires et hauts fonctionnaires formés à la budgétisation sensible au genre intègrent désormais des indicateurs d'égalité dans les plans et budgets nationaux, assurant ainsi la pérennisation de l'approche. Cette dynamique contribue à la prévention structurelle des inégalités et à l'institutionnalisation d'un modèle de gouvernance inclusive. Des femmes médiatrices comme actrices clés de la paix et du dialogue social.

La mise en place et la structuration du Réseau national des femmes médiatrices ont permis de renforcer la capacité des communautés à prévenir et gérer pacifiquement les conflits. Considérant les cinq wilayas (3 wilayas de Nouakchott, Brakna et Dakhlet Nouadhibou), ces médiatrices ont été formées à la médiation, à la gestion des conflits et à la résolution 1325, consolidant ainsi leur

## CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT

rôle d'actrices clés dans la promotion de la paix. Dans chaque commune, des femmes médiatrices sont représentées afin d'assurer une couverture territoriale étendue et une présence de proximité dans les zones les plus sensibles. La structuration du réseau a été pensée de manière à favoriser la coordination entre les différentes communes de chaque région, à travers un dispositif organisé en un comité central chargé de l'orientation stratégique et du suivi global, et des sous-comités régionaux chargés d'appuyer la mise en œuvre opérationnelle. Cette organisation, qui prend en compte l'ensemble des communes des régions couvertes, permet d'assurer une meilleure articulation entre les niveaux local, régional et national. Le réseau bénéficie également du soutien de points focaux gouvernementaux et de personnes ressources communautaires, contribuant à renforcer la légitimité et l'efficacité des actions menées sur le terrain. À ce stade, 75 femmes sur 100 membres du réseau ont été formées, soit 75 %, et ont reçu leurs certificats de formation avec la participation du ministère de la Justice. Leur reconnaissance par les autorités locales et les leaders communautaires a favorisé un climat de confiance et un dialogue constructif entre groupes, réduisant significativement les risques de confrontation. Ces femmes, autrefois marginalisées, sont désormais perçues comme des vecteurs légitimes de cohésion sociale et de justice communautaire.

### **Transformation des normes sociales et reconnaissance du leadership féminin:**

L'engagement des leaders communautaires et religieux a contribué à une évolution notable des mentalités autour du rôle des femmes dans la société. À travers 5 campagnes de sensibilisation et de plaidoyer menées à Nouakchott et dans les wilayas, les participants ont été encouragés à promouvoir une masculinité positive et une vision partagée du leadership inclusif, incluant notamment une campagne pour l'implication des hommes champions du genre, des leaders d'opinion et des chefs traditionnels et religieux dans la promotion du leadership féminin, ainsi qu'une campagne de sensibilisation des jeunes filles universitaires sur les métiers du secteur de la justice et de la sécurité, et les modes d'accès à ces métiers. À ce jour, près de 500 personnes ont été sensibilisées en présentiel, tandis que plus de 30 000 personnes ont été atteintes via les réseaux sociaux et les supports de communication.

En plaçant les femmes au cœur des processus de décision, de médiation et de plaidoyer, le projet a contribué à la prévention des conflits, à la réduction des inégalités structurelles et à la construction d'une paix durable, fondée sur l'inclusion, la justice sociale et le respect mutuel. Enfin, pour mesurer les changements induits par ces initiatives et l'évolution des attitudes vis-à-vis du leadership féminin, une enquête de perception est prévue en février, permettant d'évaluer l'impact des campagnes de sensibilisation, du mentorat et de l'action des femmes médiatrices dans les communautés.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat (3000 caractères) :**

Le projet a placé l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, ainsi que l'inclusion des jeunes, au centre de sa stratégie de consolidation de la paix. En s'appuyant sur une approche fondée

## CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT

sur les droits et les données probantes, il a su adapter ses interventions aux besoins différenciés des femmes, des jeunes et des filles, dans des contextes socioculturels souvent marqués par des inégalités persistantes. Dès la phase initiale, la production de connaissances stratégiques – notamment à travers une étude nationale sur les obstacles à la participation des femmes et des jeunes – a permis d'identifier les freins institutionnels, économiques et socioculturels. Ces analyses ont orienté les stratégies de plaidoyer auprès des décideurs et conduit à des ajustements concrets des interventions, garantissant une meilleure réactivité aux besoins des groupes cibles. Le renforcement des capacités constitue l'un des leviers majeurs de l'autonomisation. Plus de 850 femmes et 420 jeunes (dont 62 % de filles) ont été formés au leadership, à la médiation, au plaidoyer, à la gestion des conflits et à la participation politique. Ces formations ont permis à plusieurs bénéficiaires d'intégrer des instances de concertation locales et de devenir des relais communautaires actifs dans la prévention des violences basées sur le genre et la promotion du dialogue social.

Dans les secteurs de la justice et de la sécurité, traditionnellement masculins, près de 120 jeunes femmes ont bénéficié de programmes de mentorat et de simulations de concours à l'Université de Nouakchott, renforçant leur préparation à intégrer ces professions.

Des outils innovants et inclusifs ont été développés pour renforcer la visibilité des femmes et encourager une représentation équitable. Parmi eux :

- Un guide pratique pour les journalistes afin de promouvoir une couverture médiatique sensible au genre ;
- Un manuel de préparation destiné aux jeunes filles candidates aux concours de la fonction publique ;
- Une plateforme numérique recensant les profils et compétences féminines dans les domaines de la gouvernance, de la justice et de la médiation.

Ces outils ont été complétés par des actions de valorisation des modèles féminins. L'exposition photographique « Femmes et leadership » à l'Université de Nouakchott et la diffusion de capsules vidéo sur les parcours de pionnières (dont la première femme colonel de l'armée) ont touché plus de 30 000 personnes, suscitant un fort intérêt médiatique et une transformation perceptible des représentations sociales.

La mobilisation communautaire et religieuse a constitué un autre pilier d'impact. En impliquant plus de 200 leaders locaux et imams dans les campagnes de sensibilisation, le projet a contribué à faire évoluer les mentalités et à promouvoir l'acceptation du leadership féminin comme un facteur de stabilité et de cohésion.

Enfin, l'implication des jeunes, notamment à travers les clubs scolaires, le Conseil national de la jeunesse et les organisations de jeunes, a renforcé la durabilité du changement. Ils ont activement participé à la sensibilisation sur les VBG, au dialogue intergénérationnel et à la médiation communautaire, contribuant à un climat de tolérance et de paix durable.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ? **Oui**

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

**POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :**

**Le projet démontre-t-il des résultats (outcome) en matière de consolidation de la paix ?**

*Au niveau des résultats (outcome) de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions. **Oui***

**Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples de résultats concrets en matière de consolidation de la paix (6000 caractères) : **Oui**.**

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.

*Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet.*

*Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.*

Depuis son lancement, le projet a produit des résultats tangibles qui traduisent une contribution significative à la consolidation de la paix en Mauritanie, aussi bien sur le plan structurel (réformes institutionnelles et politiques publiques) que sociétal (évolution des attitudes, comportements et pratiques sociales). Ces acquis se manifestent à travers le renforcement de la gouvernance inclusive, l'amélioration des mécanismes de prévention des conflits et la transformation progressive des normes sociales liées au rôle des femmes et des jeunes dans la cohésion sociale et la paix.

**1. Renforcement institutionnel et intégration durable du genre dans la gouvernance et la prévention des conflits**

L'un des acquis majeurs du projet réside dans la création et la reconnaissance officielle du Réseau national des femmes médiatrices, désormais structuré et opérationnel dans l'ensemble des régions d'intervention. Ce réseau constitue un mécanisme communautaire clé de prévention et de gestion pacifique des conflits, bénéficiant d'un appui institutionnel du Ministère de la Justice et d'un encadrement stratégique du MASEF. L'appropriation de la Budgétisation sensible au genre par le MEF et les principales institutions, Les membres du réseau ont été formées à la médiation, à la gestion des conflits et à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ces renforcements ont permis la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce et de signalement des conflits communautaires et des violences faites aux femmes, y compris en politique, coordonné par le réseau et appuyé par les autorités locales, régionales et nationales. Ce mécanisme constitue une avancée structurelle vers l'intégration institutionnelle et pérenne du rôle des femmes dans les dispositifs nationaux de prévention des conflits.

## **2. Appui à la révision du cadre stratégique national pour l'égalité de genre**

Dans le cadre du premier résultat du projet, axé sur le renforcement d'un cadre légal et institutionnel sensible au genre, le projet a soutenu activement la réactualisation de la Stratégie Nationale pour l'Intégration du Genre (SNIG), conduite par le MASEF. Cette révision, alignée sur les engagements internationaux du pays, vise à doter la Mauritanie d'un outil national de pilotage et de redevabilité en matière d'égalité femmes-hommes et de participation inclusive. Le processus participatif ayant impliqué les Cellules sectorielles genre a permis d'identifier les principaux obstacles à l'intégration du genre dans les politiques publiques, d'élaborer des recommandations stratégiques et de renforcer la coordination interinstitutionnelle. Ces avancées contribuent directement à la consolidation structurelle de la gouvernance inclusive et à l'amélioration du cadre de participation des femmes aux instances décisionnelles.

## **3. Avancées institutionnelles dans le secteur de la justice**

Le dialogue initié avec le Ministère de la Justice a abouti à un engagement politique fort : l'organisation, d'ici fin 2025, d'un concours national de recrutement dans les métiers de la justice (magistrature, greffe, avocature) intégrant un quota spécifique en faveur des femmes. Cette mesure incitative vise à promouvoir l'égalité des chances et à renforcer la représentation féminine dans un secteur clé de la gouvernance et de la prévention des conflits. Parallèlement, la création d'un tribunal de simulation au sein de l'Université constitue un levier innovant pour encourager les jeunes, notamment les jeunes filles, à s'engager dans les carrières juridiques, consolidant ainsi les bases d'une justice plus inclusive et équitable.

## **4. Mobilisation des institutions électtorales et de la société civile**

Le projet a favorisé une dynamique multipartite entre la CENI, les ministères sectoriels, les OSC, les leaders communautaires et religieux. Grâce aux activités de renforcement de capacités et de plaidoyer, un mécanisme d'alerte précoce contre les violences électtorales a été mis en place, associant journalistes, organisations de femmes médiatrices et institutions publiques. La réactivation de la cellule genre de la CENI et l'engagement formel de celle-ci à intégrer des mesures d'équité dans les processus électtoraux témoignent d'une appropriation institutionnelle durable des principes de gouvernance inclusive.

## **5. Changements sociétaux et évolution des perceptions communautaires**

Les dialogues communautaires, focus groups et enquêtes participatives (études) menés dans les régions du Dakhlet Nouadhibou, du Brakna et de Nouakchott ont permis d'identifier et de documenter les changements de perception concernant le leadership féminin et la participation des femmes aux instances de décision. Les résultats montrent une acceptation croissante du rôle des femmes comme médiatrices et actrices de la paix, y compris dans les domaines traditionnellement masculins tels que la justice et la sécurité. Les campagnes de sensibilisation et initiatives de plaidoyer conduites à travers les médias communautaires, les mosquées et les espaces de dialogue intergénérationnels ont contribué à déconstruire les stéréotypes de genre et à promouvoir une culture de paix fondée sur l'égalité et la participation inclusive.

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

Une enquête de référence (baseline) a été réalisée au démarrage du projet, et une enquête de perception/ Endline est prévue au dernier trimestre de mise en œuvre afin de mesurer quantitativement et qualitativement l'évolution des perceptions, attitudes et comportements au sein des communautés.

6. L'adoption de l'approche de budgétisation sensible au genre a permis aux acteurs du processus budgétaire de comprendre l'analyse de la loi sous l'angle genre. Elle a également renforcé leurs capacités à concevoir des projets sectoriels inclusifs. Enfin, cette approche a renforcé la capacité des point focaux genre en développement d'indicateurs inclusifs pour assurer un meilleur suivi et évaluation.

**PARTIE II: LE CADRE DE RÉSULTATS DU PROJET**

**En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation de tous les indicateurs de résultats et de produits dans le tableau ci-dessous.** Veuillez ajouter des entrées supplémentaires au besoin, en fonction du nombre de résultats, produits et indicateurs dans le cadre de résultats du projet approuvé.

- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le par "N/A" et fournissez toute explication.
- Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

**Résultat 1 : L'amélioration sensible au genre du cadre légal et institutionnel facilite une participation accrue des femmes à la prise des décisions dans la sphère publique ainsi qu'un processus démocratique, inclusif et durable en Mauritanie**

Indicateurs de résultat	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
<i><u>Indicateur 1.1: Nombre de lois et règlements révisés ou amendés pour promouvoir la participation des femmes à la prise de décision</u></i>	00	03	00		Le processus a pris du retard en raison de la recherche d'un expert capable d'influencer la législation en faveur des femmes. L'expert national a été recruté en septembre. À ce jour, un rapport d'analyse de genre a été finalisé. La rédaction d'un texte électoral sensible au genre est en cours. La prochaine étape consistera à organiser un atelier pour valider les textes et un plan de plaidoyer visant à intégrer ces textes préliminaires dans la loi électorale en fin Novembre.
<i>Indicateur 1.2: Pourcentage des femmes dans le gouvernement, dans les institutions de la république, dans le secteur de la justice et de la sécurité etc. Gouvernement, Institutions et organes publiques, Secteur de la justice, Police, Gendarmerie</i>			23% 25% 17% 26% 02	23% 25% 17% 26% 02	<i>Le rapport d'analyse diagnostique sur le genre intégrant ce statistique est disponible.</i>
<i>Indicateur 1.3: Pourcentage des responsables centraux et locaux des ministères sectoriels concernés qui ont une meilleure compréhension de l'approche genre et qui peuvent l'intégrer</i>	100	90	90 %	90%	Il existe pour chaque formation un rapport d'activité, les photos, les présentations, communiquer



**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<i>dans tous l'exercice de leur fonctions respectives</i>					<i>de presse et liste des participants dont 90/34 femmes.</i>
---	--	--	--	--	---

**Produit 1.1 : Les propositions de réforme du cadre juridique et institutionnel s'appuient sur des données probantes et des évidences factuelles issues des études et des recherches scientifiquement élaborées**

**Produit 1.2 : Les structures gouvernementales, les partis politiques et la société civile ont bénéficié d'une assistance technique et financière pour soutenir l'élaboration, la révision et la mise en oeuvre d'un cadre juridique et institutionnel sensible au Genre**

Indicateurs de produit	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
<i>Indicateur 1.2.1: Nombre de cadres administratifs, d'acteurs politiques, médias et d'OSCs formés sur l'inclusion du genre (dans le processus électoral, les programmes et les politiques sectoriels)</i>	<i>Pas disponible</i>		<i>100</i>	<i>100</i>	<i>Une dernière formation ciblant les observateurs de la société civile sera organisée dans les mois prochains avec la plateforme des femmes du Sahel.</i>
<i>Indicateur 1.2.2: Nombre des réformes en matière d'égalité entre</i>	<i>00</i>	<i>02</i>	<i>00</i>	<i>00</i>	

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<i>les femmes et les hommes adoptées par la CENI (y compris les plans d'action et les stratégies nationales)</i>					<i>Les textes sont élaborés, un atelier de relecture et validation sera organisé en décembre.</i>
<i>Indicateur 1.2.3: Nombre d'avant-projets de texte de loi électorale et quotas genre formulés par ONU-FEMMES et validés par les femmes parlementaires, REFAMP.</i>	00	02	00	00	<b>Un atelier de validation est planifié pour finaliser cette activité en décembre.</b>

**Résultat 2:** La mise sur pied d'un réseau de femmes médiatrices et le renforcement des capacités des femmes et filles en vue de leur participation à la vie publique contribuent à la création d'un environnement sûr, inclusif et propice à la transformation positive de la dynamique sociétale en Mauritanie

Indicateurs de résultat	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
<i>Indicateur 2.1: Indicateur 2.a: Pourcentage de la population qui a une meilleure perception de la participation des femmes dans les instances formelles et informelles de règlements de conflits</i>	28%	80 %			<i>N/A (mesurable seulement à la fin du projet)</i>  <i>Enquête de perception/ Endline</i>
<i>Indicateur 2.b: Pourcentage de la population des zones cibles du Projet qui font confiance à la justice formelle et informelle</i>	22% ont un niveau de confiance plus ou moins	80%			<i>N/A (mesurable seulement à la fin du projet)</i>

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

	<i>importante pour la justice formelle et 20% pour la justice informelle</i>				<i>Enquête de perception/ Endline</i>
<i>Indicateur 2.c Nombre de femmes intégrées comme Mouslihs</i>	<i>02</i>	<i>05</i>			<i>Plaidoyer pour l'intégration de femmes médiatrices commencé avec le ministère de la justice, l'intégration est organisée annuellement par le ministère de la justice</i>

**Produit 2.1 :** Le réseau des femmes médiatrices de Mauritanie a été mis en place et celui-ci a contribué à la prévention et à la gestion des conflits communautaires ainsi qu'à la prévention des violences faites aux femmes en politique y compris en période électorale.

<b>Indicateurs de produit</b>	<b>Indicateur de base</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès de l'indicateur pour la période de référence</b>	<b>Progrès de l'indicateur depuis le début du projet</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)</b>
<i>Indicateur 2.1.1 Nombre de mécanismes prévention des violences faites aux femmes créés/ renforcés</i>	<i>00</i>	<i>03</i>	<i>03</i>	<i>03</i>	
<i>Indicateur 2.1.3 : Nombres de femmes médiatrices ayant bénéficiées d'un renforcement de capacités grâce au projet</i>	<i>00</i>	<i>100</i>	<i>40</i>	<i>75</i>	<i>Le dernier groupe des médiatrices sera formé sur leur rôles de médiation en décembre.</i>

**Produit 2.2:** Les femmes engagées en politique y compris les élues en poste ont bénéficié d'un renforcement de leur capacité afin de mener des campagnes électorales compétitives et innovantes et ou d'œuvrer à la prise en compte de la dimension genre dans l'exercice de leurs fonctions

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<b>Indicateurs de produit</b>	<b>Indicateur de base</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès de l'indicateur pour la période de référence</b>	<b>Progrès de l'indicateur depuis le début du projet</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)</b>
<i>Indicateur 2.2.1 : Compendium des compétences féminines actualisé</i>	<i>Pas Disponible</i>	<i>Disponible</i>	<i>Indisponible</i>	<i>Indisponible</i>	<i>Le plan de travail avec le MASEF a été signé tardivement. De plus, le MASEF souhaite recréer le compendium . Cependant un draft est déjà disponible. La plateforme sera lancée en fin novembre</i>
<i>Indicateur 2.2.2: Nombre de femmes en politique et des entités nationales de défense des droits des femmes formées sur la communication, le leadership et le plaidoyer</i>	<i>00</i>	<i>100</i>	<i>00</i>	<i>00</i>	<i>Le développement de modules de formation a pris du retard, les TDRs et budget sont disponible. Les formations auront lieu après la validation des textes sensible au genre afin d'introduire ces textes dans les sessions de renforcement de capacité.</i>
<i>Indicateur 2.2.3 : Nombre de femmes parlementaires et élues locales formées sur les mécanismes de prise en compte du genre dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques</i>	<i>00</i>	<i>90</i>	<i>8 femmes parlementaires 9 femmes cadres département sectoriels 17 femmes point focaux genre des ministères 21 femmes élues locales 22 femmes ONDFF</i>	<i>8 femmes parlementaires 9 femmes cadres département sectoriels 17 femmes point focaux genre des ministères 21 femmes élues locales 22 femmes ONDFF</i>	<i>77 femmes formées sur 171 cadres techniques.</i>

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

**Produit 2.3 : La mise en place des mécanismes d'accompagnement des jeunes filles en vue de leur accès dans le secteur de la justice et de la sécurité permet de préparer une future génération des femmes leaders en Mauritanie (ONUDC/UNFPA)**

Indicateurs de produit	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
Indicateur 2.3.1 : Nombre de jeunes filles formées QUI SE SONT PRESENTEES au concours de la magistrature, de la police, de la gendarmerie	00	30			Les périodes/ dates pour l'organisation de concours sont déterminés par le gouvernement
Indicateur 2.3.2 : Nombre de filles bénéficiaires du programme de préparation des jeunes filles au concours d'accès à la magistrature mauritanienne, à la police et à la Gendarmerie	00	50	50	50	
Indicateur 2.3.2 : Nombre de bénéficiaires du programme de stage dans le secteur de la justice	00	20	20	20	
Indicateur 2.3.3 : Nombre de personnes touchées par le programme de coaching et de mentorat des femmes aux métiers du secteur de la justice et de la sécurité	00	40	<i>Pas commencé</i>	<i>Pas commencé</i>	

**Résultat 3 :** La lutte contre les préjugés de genre et l'implication des leaders communautaires et religieux dans la promotion du leadership féminin contribuent à la transformation des normes et perceptions sociales et à l'acceptation des femmes comme des leaders légitimes et efficaces à part entière

Indicateurs de résultat	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
Indicateur 3.1: Pourcentage de la population qui a une meilleure perception des femmes en tant que leaders politiques crédibles et légitimes	31 %	50 %			Enquête de perception/ Endline pour les chiffres finaux

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

Indicateur 3.b: Nombre de chefs traditionnels, religieux et de leaders d'opinion masculins s'engageant à agir dans le cadre de HeforShe (masculinité positive)	00	150	00		L'activité sera lancée à l'occasion des 16 jours d'activisme.
--	----	-----	----	--	---

**Produit 3.1 : Les hommes leaders d'opinions, les chefs traditionnels et religieux promeuvent une masculinité positive en vue de réduire les discriminations et de favoriser un environnement propice à la participation des femmes à la prise de décision. (ONUSD/UNFPA)**

Indicateurs de produit	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicateur pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
<i>Indicateur 3.1.1: Nombres de hommes leaders d'opinions, chefs traditionnels et religieux formés sur les enjeux de la participation des femmes à la prise de décision</i>	00	100	100 (dont 80 hommes)	100 (dont 80 hommes)	
<i>Indicateur 3.1.2: Nombre supports de communication produits et diffusés en vue de lutter contre les stéréotypes basés sur le genre et promouvoir l'acceptation des femmes comme leaders légitimes et efficaces</i>	00	05	03 supports de communication réalisées et diffusés	03 supports de communication réalisées et diffusés	Des supports de plaidoyer sont en cours de production pour lutter contre les stéréotypes sur le genre
<i>Indicateur 3.1.3 Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisation</i>	00	100 000	35 000	35 000	Une campagne de diffusion est prévue à l'occasion des 16 jours d'activisme. La cible sera atteinte

**Produit 3.2 : Les principaux acteurs du processus électoral et les journalistes ont compris l'importance du leadership féminin et se sont engagés à œuvrer pour une inclusion équitable des femmes dans le processus électoral et à lutter contre les discriminations et violences faites aux femmes en politique (UNFPA/ONU Femme)**

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<i>Indicateurs de produit</i>	<i>Indicateur de base</i>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès de l'indicateur pour la période de référence</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur depuis le début du projet</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)</b>
<i>Indicateur 3.2.1 Nombre de journalistes formés et sensibilisés à la couverture médiatique sensible au genre</i>	100	100 <i>Nombre de journalistes formés et sensibilisés à la couverture médiatique sensible au genre</i>	25	69 dont 28 femmes	Sera compléter avec le réseau des journalistes spécialistes sur les questions de population et les journalistes blogueurs
<i>Indicateur 3.2.2: Nombres d'acteurs clefs du processus électoral formés sur le module Genre et élection</i>	100	150	137 dont 74 femmes	137 dont 74 femmes	Les 3 formations ont ciblé les autorités électorales, les journalistes, les conseils des jeunes, femmes et PVH.
<i>Indicateur 3.2.3 Nombres de jeunes bloggeurs et influenceurs formé au Monitoring de la désinformation et des discours de haine</i>	00	30 dont	30	30	Partiellement réalisé. Activité supplémentaire prévue dans le cadre des 16 jours d'activisme dont le thème cette année est sur la Cyberviolence/ violences digitales

**Merci de reproduire le rapport détaillé pour chaque indicateur sous chaque résultat et leurs produits.**



CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS  
LES QUESTIONS DU RAPPORT

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

**PARTIE III: QUESTIONS TRANSVERSALES**

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, et pour chacun, la date approximative et une brève description, incluant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

<i><b>Titre de l'événement</b></i>	<i><b>Date (peut être approximative)</b></i>	<i><b>Lieu (Si connu)</b></i>	<i><b>Audience Cible</b></i>	<i><b>Objectifs (900 caractères)</b></i>
<i>Inauguration du tribunal de Simulation à l'université (Activité 2.3.4)</i>	<i>Novembre</i>	<i>Université de Nouakchott</i>	<i>Étudiant(e)s en FSJE</i>	<i>Encourager l'engagement des jeunes filles et consolider le plaidoyer en faveur de la place des femmes dans les métiers de la justice.</i>
<i>Activité dans le cadre de la campagne He for She (Activité 3.1.3) + et activité pour lutter contre la désinformation, les discours de haine dans les réseaux sociaux. est prévu à Nouakchott à pendmat les 16 jours d'activisme (Activité 3.2.4).</i>	<i>Novembre</i>	<i>Nouakchott</i>	<i>Hommes, jeunes garçons et filles</i>	<i>Promouvoir l'implication massive des hommes et des jeunes garçons à la promotion de la participation des femmes et des filles à la prise de décision y compris la lutte contre les violences et discriminations faites aux femmes et aux filles</i>  <i>Sensibiliser et lutter contre les violences digitales, désinformations et discours de haine.</i>

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<i>Un forum national sur la participation politique des groupes marginalisés avec la commission électorale (Activité 1.1.1 et 1.2.2)</i>	<i>Novembre</i>	<i>Nouakchott</i>	<i>Jeunes, femmes et personne handicapée, les commissaires de la CENI</i>	<i>Education civique, démocratie inclusive, et la paix durable</i>

## Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez les parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement :

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leurs vies
- iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

i) Malgré les progrès enregistrés, les parties prenantes ont dû faire face à plusieurs défis structurels et sociaux limitant la pleine inclusion des femmes dans les espaces décisionnels et la gouvernance.

Au niveau institutionnel, le manque de mécanismes systématiques pour intégrer la dimension genre dans la justice, la planification budgétaire et les processus électoraux a limité l'accès équitable des femmes aux postes de responsabilité. Dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, les femmes restaient sous-représentées dans les fonctions décisionnelles, et les politiques internes ne favorisaient pas suffisamment l'accès aux carrières juridiques et sécuritaires.

Au niveau communautaire, les normes sociales et culturelles traditionnelles ont freiné la participation des femmes aux instances décisionnelles et limité leur reconnaissance dans les structures locales. Les leaders religieux et communautaires disposaient d'une sensibilisation limitée aux enjeux de genre, ce qui restreignait la promotion d'un leadership féminin inclusif.

Au niveau des jeunes et des médias, les stéréotypes de genre persistants et la faible visibilité des modèles féminins ont limité l'ambition et la confiance des jeunes filles à s'engager dans les secteurs de la justice et de la sécurité. De même, l'absence de pratiques médiatiques responsables et sensibles au genre rendait difficile la prévention des discours haineux et des violences basées sur le genre.

Ces défis soulignent la nécessité de poursuivre les efforts pour créer des environnements institutionnels et communautaires plus inclusifs, où les femmes peuvent exercer pleinement leurs droits, participer activement aux décisions et devenir des actrices reconnues du changement social.

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

ii) et iii)

<b>Partie Prenante</b>	<b>Quel est l'impact du projet sur leurs vies (2000 caractères)</b>	<b>Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes (2000 caractères)</b>
<i>Cellules sectorielles gouvernementales</i>	<i>Le projet a permis d'améliorer les capacités de 25 membres des cellules sectorielles genre, incluant des représentants institutionnels (Parlement, CENI, ministères) et des acteurs de la société civile. Les bénéficiaires ont acquis des compétences renforcées sur l'intégration du genre dans les politiques publiques, l'analyse des obstacles structurels à la participation des femmes et la formulation de priorités pour la nouvelle stratégie « Genre et élections » dont 25 acteurs clés disposant désormais d'une meilleure maîtrise des outils de planification et de budgétisation sensible au genre. Les cellules sectorielles genre présentent une meilleure coordination et une vision harmonisée de la SNIG révisée. Les institutions nationales démontrent un engagement accru à intégrer l'égalité de genre dans leurs cadres stratégiques.</i>	
<i>OSCs de femmes, jeunes femmes leaders, médiatrices et actrices communautaires,</i>	<i>La création du Réseau national des femmes médiatrices a renforcé de manière significative la participation des femmes à la prévention des conflits. Grâce à la mobilisation de 100 femmes, dont 75 formées à la médiation, à la Résolution 1325 et aux mécanismes d'alerte, le projet a permis l'émergence d'actrices crédibles et reconnues dans le dialogue communautaire. Leur intégration par les autorités locales dans les dispositifs de prévention a amélioré la gestion pacifique des tensions et rendu les mécanismes de dialogue plus inclusifs. La structuration du réseau en comités et sous-comités a, quant à elle, renforcé la coordination entre communes et la détection précoce des risques.</i>	<i><b>Femme médiatrice, société civile</b> <b>Centre RIHAB accompagne les femmes victimes à Nouadhibou</b> <b>témoigne</b> « Nous travaillons dans le cadre de projets liés aux enfants en conflits avec la loi et les prisons. Nous organisons des conciliations avant la justice, où des avocats aussi interviennent. Le problème le plus difficile ce sont les victimes qui refusent de faire une conciliation ».</i>  <i>Ex : une femme qui a eu un cas devant la justice. Une plainte de femmes victimes a été refusée.</i>
<i>Jeunes filles étudiant(e)s en milieu universitaire,</i>	<i>Le projet a permis de sensibiliser plusieurs milliers d'étudiants(e) à travers des</i>	

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<p><i>ministère de l'action sociale de l'enfance et de la famille, ministère de la justice, ministère de l'enseignement supérieur,</i></p>	<p><i>campagnes de communication et des événements publics, valorisant les parcours inspirants de femmes mauritaniennes évoluant dans les secteurs de la justice et de la sécurité. Ces actions ont contribué à déconstruire les stéréotypes de genre et à susciter des vocations auprès des jeunes filles, renforçant ainsi leur ambition et leur confiance à postuler aux concours d'accès à la magistrature, à la police et à la gendarmerie.</i></p> <p><i>Les acteurs électoraux ont bénéficié d'une sensibilisation et d'un renforcement de capacités sur les rôles et responsabilités de chaque institution dans le processus électoral. Ces formations ont permis un changement de mentalité et de comportement concernant le concept de genre, suscitant ainsi l'engagement des commissaires à élaborer une stratégie nationale Genre et Élections pour la cellule genre.</i></p>	<p><b><i>Oumou Salamata Ahmadou Diop, étudiante en troisième année de Gestion des Administrations Publiques,</i></b> témoigne de sa motivation : « Je suis venue participer, car moi-même, je me sens concernée en tant que jeune femme étudiante même si je ne suis pas dans une filière liée au droit ou à la sécurité, je me sens impliquée en tant que citoyenne, actrice qui veut promouvoir la paix et voir la Mauritanie rayonnée avec des jeunes Mauritaniennes au sommet ».</p> <p><i>Elle poursuit avec conviction que les jeunes femmes ont la capacité de prendre leur destin en mains.</i></p> <p><i>« Allez chercher l'opportunité et surtout aller provoquer les destins et ne pas rester les bras croisés à la maison. Sortir de notre zone de confort, aller à la découverte des opportunités et ne pas être fataliste, car nous avons des chances à saisir », s'enthousiasme-t-elle.</i></p>
--	--	--

CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT

<i>Journalistes et professionnels des médias</i>	<i>Le projet a renforcé les compétences des journalistes et favorisé une couverture médiatique plus responsable et sensible au genre lors des périodes électorales. Grâce aux formations et au guide élaboré, les journalistes savent désormais utiliser les mécanismes d'alerte précoce pour prévenir la désinformation, les discours haineux et les violences basées sur le genre, contribuant ainsi à la protection des populations et à la promotion d'un environnement électoral plus sûr et inclusif.</i>	
--	---	--

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<p><i>Autorités administratives et législatives</i></p>	<p><i>Le projet a contribué à renforcer de manière significative la participation et la représentation des femmes dans les espaces décisionnels et la gouvernance, générant des changements durables au niveau institutionnel et communautaire. Au Ministère de la Justice, il a soutenu l'adoption de mécanismes favorisant l'égalité dans le système judiciaire, tandis que le Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel a intégré des pratiques conciliant normes religieuses et promotion des droits des femmes, favorisant un environnement plus inclusif. La CENI a renforcé sa capacité à soutenir des processus électoraux équitables et sensibles au genre. Le Ministère de l'Économie et des Finances et l'Assemblée Nationale ont orienté la planification budgétaire vers plus d'inclusivité, notamment avec l'adoption du Budget Programme. Dans l'enseignement supérieur, le projet a favorisé l'accès des femmes aux postes décisionnels et encouragé leurs carrières dans les secteurs juridique et sécuritaire. Dans l'ensemble, ces transformations témoignent d'une évolution durable des pratiques et des normes sociales, plaçant les femmes au cœur des processus décisionnels, renforçant la cohésion, l'inclusion et la promotion d'une gouvernance équitable.</i></p>	
---	--	--



**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<i>Leaders religieux et communautaires, communautés locales</i>	<i>Le projet a permis de sensibiliser plus de 100 leaders religieux et communautaires aux enjeux liés au genre, au leadership féminin et à l'accès des femmes aux postes de décision. Cette démarche a renforcé leur compréhension et leur engagement en faveur de l'inclusion des femmes, favorisant une dynamique communautaire plus ouverte et équitable. Les participants sont désormais mieux outillés pour promouvoir des pratiques inclusives, soutenir la participation active des femmes et influencer positivement les perceptions et comportements au sein de leurs communautés.</i>	
<i>Parlement, Cadres techniques de la planification et du budget</i>	<i>La formation sur la budgétisation sensible au genre a renforcé les capacités des secteurs nationaux à intégrer l'approche genre dans les politiques et programmes publics. Elle a permis une meilleure compréhension des notions fondamentales liées à l'égalité et à l'équité de genre. Enfin, elle a contribué à sensibiliser les membres du Parlement sur</i>	<i>Membre d'un parti politique opposé au projet de loi sur les violences basées sur le genre :</i> <i>« J'avais perçu le genre comme contraire à notre religion, mais cette formation m'a permis de comprendre qu'il s'agit en réalité d'un principe</i>

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

	<i>l'importance d'une budgétisation tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des hommes et les groupes marginalisés.</i>	<i>visant à promouvoir la paix, le bien-être social et la cohésion sociale. »</i>
--	---	---

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédentes, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet (4000 caractères) :

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, PowerPoint, pdf, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONELLE]

**Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.**

**Comment nous avons travaillé** (veuillez sélectionner jusqu'à 3) (3000 caractères dans chaque option sélectionnée) :

- ☐ Numérisation améliorée [expliquez, s'il vous plaît]
- ☐ Des méthodes de travail innovantes <sup>1</sup> [expliquez, s'il vous plaît]
- ☐ Ressources supplémentaires mobilisées [expliquez, s'il vous plaît]
- ☐ Cadres politiques améliorés ou initiés [expliquez, s'il vous plaît]
- ☒ **X** Capacités renforcées

L'ensemble des acteurs et institutions étatiques (90 acteurs) engagés dans les processus de planification et de budgétisation nationale ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur la budgétisation sensible au genre. Ces appuis techniques et financiers, mis en œuvre conjointement par le ministère de l'Économie et du Développement (MED) et le ministère de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille (MASEF), ont permis d'adapter les modules de formation aux rôles spécifiques de chaque acteur depuis l'élaboration des budgets sectoriels jusqu'à leur centralisation, leur examen, les actions de plaidoyer et l'adoption finale.

Une session de sensibilisation ciblée a également été organisée à l'intention des parlementaires afin de promouvoir l'intégration de la dimension genre dans le processus législatif et de renforcer leur engagement en faveur de l'autonomisation des femmes. Au total, près de 90 cadres de l'État mauritanien ont pris part à ces formations.

Par ailleurs, le projet a contribué au renforcement des compétences des membres des cellules sectorielles genre, changement de mentalité sur la notion de genre au sein des autorités électorales, notamment au niveau du comité directeur de la CENI. Changement de mentalité sur la notion de genre au sein des autorités électorales, notamment au niveau du comité directeur de la CENI, à la préparation de 50 jeunes filles universitaires aux concours nationaux dans les domaines de la justice, de la sécurité et de la défense, ainsi qu'au renforcement des capacités des journalistes,

---

<sup>1</sup> Où l'innovation est définie comme un produit, un service ou une stratégie qui est à la fois nouveau et utile. Les innovations ne doivent pas nécessairement être des percées majeures dans la technologie ou les solutions numériques, mais incluent ici une approche nouvelle et/ou créative pour résoudre les problèmes du développement.

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

professionnelles des médias et 85 médiatrices à travers les organisations de la société civile sur la prévention et la gestion des conflits, et sur la mise en œuvre de la Résolution 1325.

- ☐ Partenariat avec des organisations locales de la société civile [expliquez, s'il vous plaît]
- ☐ Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique [expliquez, s'il vous plaît]
- ☐ Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFI) [expliquez, s'il vous plaît]
- ☐ Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies [expliquez, s'il vous plaît]

**Avec qui travaillons-nous** (3000 caractères):

- ☐ Renforcement des partenariats avec les IFI [expliquez, s'il vous plaît]
- ☒ X Renforcement des partenariats entre les agences des Nations Unies [expliquez, s'il vous plaît]

Au-delà de son impact direct, le projet a généré des effets institutionnels et humains durables, renforçant les partenariats et la coordination inter-agences au sein du système des Nations Unies en Mauritanie. Une illustration majeure en est la collaboration autour du Réseau national des femmes médiatrices, où l'ONUSC et le PNUD ont combiné leurs expertises en médiation communautaire et prévention des conflits. Cette synergie a permis d'optimiser les ressources et compétences disponibles, le PNUD apportant un appui technique à la structuration du réseau et à sa coordination avec ses propres dispositifs de médiation.

L'approche participative adoptée lors de la réactualisation de la Stratégie Nationale pour l'Intégration du Genre (SNIG) a également contribué à resserrer les liens entre agences et à institutionnaliser des cadres de dialogue inter-agences réguliers. Ces échanges ont accru la visibilité des initiatives locales de paix et valorisé le rôle des médiatrices auprès des autorités nationales et partenaires techniques et financiers. Parallèlement, les capacités de médiation, relationnelles et de plaidoyer des membres du réseau ont été renforcées, leur permettant de s'intégrer pleinement dans les espaces nationaux de concertation. Des sessions conjointes avec le HCDH ont par ailleurs identifié des synergies pour le suivi et la lutte contre la désinformation et les discours de haine sur les réseaux sociaux. Enfin, la mise en œuvre conjointe par l'ONUSC, l'UNFPA et ONU Femmes a consolidé des mécanismes harmonisés de concertation et de suivi, assurant une intégration cohérente des priorités genre et droits humains et contribuant à ancrer durablement une culture de collaboration au service d'une gouvernance inclusive et de la paix en Mauritanie.

- ☒ X Partenariat avec des organisations locales de la société civile [expliquez, s'il vous plaît]

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, des partenariats stratégiques ont été consolidés avec des organisations locales de la société civile, le Réseau des Femmes Parlementaires (AREFAMP), Elues locales, l'AMPF, la plate-Forme des femmes du Sahel et d'autres entités féminines, afin d'assurer l'ancrage institutionnel du projet et de garantir la pérennisation des actions engagées. Ces collaborations ont permis de mener plusieurs activités clés : l'actualisation du répertoire du compendium des compétences féminines pour faciliter l'accès des femmes aux postes

## CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE : IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT

décisionnels ;; le soutien aux organisations féminines et de jeunesse pour conduire des campagnes de plaidoyer et de lobbying en faveur d'un cadre légal et institutionnel sensible à la participation des femmes à la vie publique et politique. Parallèlement, le projet a travaillé en étroite collaboration avec le réseau des femmes parlementaires et d'autres organisations féminines pour la formulation d'un avant-projet de révision du Code électoral et d'un avant-projet de quota garantissant l'accès des femmes aux postes dans les secteurs de la justice et de la sécurité, contribuant ainsi à renforcer la gouvernance inclusive et à favoriser la participation politique effective des femmes à tous les niveaux.

Ces actions ont été conçues de manière concertée avec l'ensemble des parties prenantes. Une stratégie de mise en œuvre participative a ainsi été définie, prévoyant l'implication active des autorités nationales, des partis politiques, des organisations de la société civile et des experts en genre, gouvernance et processus électoraux.

Ce partenariat constitue aujourd'hui un levier essentiel pour garantir que les réformes envisagées intègrent pleinement les enjeux d'égalité entre les sexes et participent au renforcement de la participation politique des femmes à tous les niveaux du processus démocratique.

☐ En partenariat avec le milieu universitaire/académique local [expliquez, s'il vous plaît]

☐ En partenariat avec des entités infranationales [expliquez, s'il vous plaît]

☒ En partenariat avec des entités nationales [expliquez, s'il vous plaît]

Au cours de la mise en œuvre, le projet a développé des partenariats stratégiques avec les entités nationales clés (AREFPAM, le MASEF, le Réseau des Femmes Parlementaires, le Réseau des Femmes Elues Locales, la Plateforme des femmes du Sahel). Ces collaborations ont été établies dans l'objectif de promouvoir le leadership politique féminin, de renforcer les capacités des femmes en matière de leadership et de participation politique, de soutenir les réformes politiques et institutionnelles en faveur de l'égalité de genre et de réduire les stéréotypes sexistes dans les instances de décision.

Dans ce cadre, des sessions de renforcement de capacités ont été organisées sur l'intégration du genre dans les politiques publiques, des sessions de renforcement de capacités des cellules sectorielles genre, les programmes gouvernementaux et le budget national. Ces activités ont réuni l'ensemble des acteurs étatiques, membre du COPIL, impliqués dans les processus de planification, de budgétisation et de plaidoyer, avec pour finalité de garantir une approche inclusive, sensible au genre et équitable dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques nationales.

Ces partenariats institutionnels constituent un levier stratégique qui permettra, à terme, de favoriser la représentativité des femmes dans les sphères politiques et décisionnelles, de renforcer leur participation effective aux processus de réforme et de promouvoir un environnement institutionnel et politique plus inclusif et respectueux des principes d'égalité entre les sexes.

☐ En partenariat avec des volontaires locaux [expliquez, s'il vous plaît]

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

**LNOB Leave No One behind – Ne laisser personne de côté** : sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme en témoigne le récit ? [obligatoire]

- ☒ **X** Personnes sans-emploi (Chômeurs)
- ☐ Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- ☒ **X** Communautés autochtones
- ☒ **X** Personnes handicapées
- ☒ **X** Personnes touchées par la violence (y compris VBG)
- ☒ **X** Femmes
- ☒ **X** Jeunes
- ☐ Enfants
- ☐ Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- ☒ **X** Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- ☐ Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- ☐ Personnes affectées par les conflits armés
- ☐ Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

**PARTIE IV : SUIVI, ÉVALUATION ET CONFORMITÉ**

<p><b><u>Suivi</u></b> : Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (3000 caractères) :</p> <p>Dans le cadre du suivi des activités planifiées, le projet a mis en place plusieurs dispositifs de coordination et de suivi opérationnel permettant d'assurer un contrôle régulier de l'avancement et de la qualité des interventions.</p> <p>D'une part, des outils communs de planification et de coordination inter-agences ont été développés (template de suivi des activités, calendrier des activités) et partagés entre les différentes agences partenaires du projet. Ces outils permettent de suivre de manière harmonisée l'état d'avancement des activités, d'identifier les contraintes opérationnelles et d'adapter en conséquence les calendriers de mise en œuvre. Des réunions techniques de suivi conjoint ont été tenues de façon périodique entre les agences de mise en œuvre d'une</p>	<p>Est-ce que les indicateurs de résultats ont des bases de référence ? Oui</p> <p>Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description (3000 caractères) :</p> <p>Une enquête de référence (baseline) a également été conduite au démarrage du projet afin d'établir des données initiales solides sur l'état de la participation des femmes et des jeunes filles aux mécanismes de gouvernance, de prévention et de gestion des conflits. Cette enquête a permis d'évaluer, entre autres, le niveau d'intégration du genre dans les institutions partenaires, la représentation des femmes dans les secteurs de la justice, de la sécurité et de la médiation, ainsi que les perceptions communautaires sur le leadership féminin et la masculinité positive.</p> <p>Cette baseline constitue ainsi un outil clé pour suivre l'évolution des changements attendus, démontrer l'impact du projet et éclairer les actions futures visant à promouvoir l'accès des femmes et des jeunes filles aux espaces de décision et aux</p>
---	--

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<p>part, et d'autres parts, des réunions incluant les partenaires nationaux pour valider les réalisations, réajuster les programmations et coordonner les prochaines étapes.</p> <p>Par ailleurs, lors des missions de mise en œuvre et de suivi dans les zones d'intervention du projet, un suivi rapproché a été effectué non seulement sur les activités en cours, mais également sur l'environnement institutionnel, communautaire et les dynamiques locales pouvant influencer la réussite des actions entreprises. Ces missions ont permis d'échanger avec les bénéficiaires directs (femmes médiatrices, leaders communautaires/ religieux, femmes élues locales), les autorités administratives locales et les organisations de la société civile partenaires.</p> <p>Elles ont également été l'occasion de recueillir des retours qualitatifs sur les formations et activités réalisées, de mesurer les premiers effets des actions sur les bénéficiaires et de formuler des recommandations pour renforcer l'efficacité des prochaines interventions.</p>	<p>mécanismes de prévention et de gestion des conflits.</p> <p>Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles (3000 caractères) :</p> <p>Précisez quelles sources de preuves ont été utilisées pour rendre compte des indicateurs (et sont disponibles sur demande) (3000 caractères) :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les rapports d'activités</li> <li>2. Les rapports des études</li> <li>3. Les listes de présence</li> <li>4. Les certificats</li> <li>5. Vidéos et photos</li> <li>6. Les correspondances</li> </ol> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux des résultats* ?</p> <p>Oui.</p> <p><i>*L'enquête de perception est une collecte formelle d'informations auprès d'un échantillon de répondants sélectionnés au hasard par le biais de leurs réponses à des questions standardisées. Voir la <a href="#">note d'orientation du PBF</a> pour plus d'informations.</i></p> <p>Si vous avez répondu oui à la question précédente, veuillez décrire brièvement (3000 caractères):</p> <p>Dès le démarrage du projet, une enquête de référence (baseline) a été élaborée afin de recueillir les données de base avant la mise en œuvre des activités.</p> <p>Le projet prévoit de mener une enquête de perception/ Endline.</p> <p>Le projet a-t-il utilisé ou établi des mécanismes de feedback communautaire* ? <b>Non</b></p> <p><i>*Le mécanisme de feedback communautaire, ou suivi communautaire, est un système organisé permettant aux communautés de participants de surveiller les effets et l'impact locaux d'une intervention. Idéalement, ce système permet à la communauté d'exprimer si ses attentes sont satisfaites et de fournir des suggestions aux décideurs pour un éventuel (re)centrage. Voir la <a href="#">note d'orientation du PBF</a> pour plus d'informations.</i></p>
---	---

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

	Si vous avez répondu oui à la question précédente, Veuillez décrire brièvement (3000 caractères):
<p><b><u>Évaluation</u></b> : Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? <b>Non</b></p>	<p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : <b>60 000 USD</b></p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, l'évaluation du projet est-elle sur la bonne voie ?</p> <p><b>Oui</b></p> <p>Décrire les préparatifs pour l'évaluation (3000 caractères) :</p> <p>Dans la perspective de l'évaluation finale du projet, plusieurs actions préparatoires ont été engagées afin de garantir la qualité, la pertinence et l'exhaustivité du processus d'évaluation prévu pour la phase de clôture du projet. Le draft des termes de références définissant les objectifs, la méthodologie envisagée, les questions d'évaluation prioritaires ainsi que les indicateurs de performance à mesurer ont été élaborés. Ces TDRs sont en cours de validation au niveau des agences de mise en œuvre du projet.</p> <p>Les démarches relatives au recrutement des consultants pour conduire l'évaluation finale ont déjà été engagées.</p> <p>Cette évaluation adoptera une approche participative, associant étroitement les bénéficiaires ainsi que les partenaires techniques et institutionnels. Elle vise à produire une analyse objective, contextualisée et utile pour orienter les futures actions en faveur de la participation des femmes et des jeunes filles aux mécanismes de gouvernance et de prévention des conflits.</p> <p>Veuillez mentionner la personne focale chargée de partager le rapport d'évaluation final avec le PBF :</p> <p><i>Aminata Macina</i>  <i>ONUDC, Assistant Programme Management Officer</i>  <a href="mailto:aminata.macina@un.org">aminata.macina@un.org</a></p>
<b><u>Effets catalytiques (financiers)</u></b> :	



**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<p><i>*Veuillez-vous référer à <a href="#">la note d'orientation du PBF</a> sur les effets catalytiques.</i></p> <p>À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au PBF, depuis le début du projet ?</p> <p><b>Oui</b></p> <p>Si oui, indiquez le nom de tous les donneurs (agent de financement) et les montants du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet depuis qu'il a été lancé, ainsi que spécifiquement au cours de la présente période de référence.</p> <p>Pour l'UNFPA, bien que Nouadhibou ne fasse pas partie de sa zone d'intervention initiale, une mission exploratoire conduite dans le cadre de l'activité "Fourniture d'un appui technique et financier aux organisations féminines et de jeunesse pour la conduite d'une campagne de plaidoyer et de lobbying en vue d'un cadre légal et institutionnel sensible à la participation des femmes à la vie publique et politique" du PBF Inclusion a été effectué sous le leadership du Représentant. Cette mission visant à l'appui du centre d'écoute des jeunes de l'AMPF, a permis par ailleurs d'établir des contacts avec les entreprises publiques autonomes en vue de mobiliser des ressources pour l'inclusion. Cette démarche a abouti à un engagement concret : le Port de pêche artisanale de Nouadhibou a versé une contribution symbolique à l'UNFPA pour la mise en œuvre d'un projet visant à renforcer l'accès des femmes mareyeuses à la santé reproductive et à favoriser leur autonomisation économique.</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th style="width: 33%; padding: 5px;"><b>Nom de donneur :</b></th> <th style="width: 33%; padding: 5px;"><b>Montant mobilise depuis le début du projet (en dollar USD) :</b></th> <th style="width: 33%; padding: 5px;"><b>Montant mobilise sur la période de référence (en dollar USD) :</b></th> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Etablissement portuaire la Baie du Repos</td> <td style="padding: 5px;">20 516 USD</td> <td style="padding: 5px;">20 516 USD</td> </tr> </table>	<b>Nom de donneur :</b>	<b>Montant mobilise depuis le début du projet (en dollar USD) :</b>	<b>Montant mobilise sur la période de référence (en dollar USD) :</b>	Etablissement portuaire la Baie du Repos	20 516 USD	20 516 USD
<b>Nom de donneur :</b>	<b>Montant mobilise depuis le début du projet (en dollar USD) :</b>	<b>Montant mobilise sur la période de référence (en dollar USD) :</b>					
Etablissement portuaire la Baie du Repos	20 516 USD	20 516 USD					

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

<p><b><u>Effet catalytique (non financier) *</u></b> : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ?</p> <p>Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous :</p> <p><input type="checkbox"/> Un certain effet catalytique</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Effet catalytique important</p>	<p>Le projet a d'ores et déjà démontré sa capacité à générer des changements profonds, bien au-delà des objectifs initialement fixés. La création et la structuration du Réseau des femmes médiatrices ont insufflé une dynamique durable, favorisant un dialogue direct avec les ministères concernés (Justice et Action sociale) et conduisant à une reconnaissance institutionnelle accrue. Ces femmes, désormais mieux intégrées dans les mécanismes locaux de prévention, contribuent activement au renforcement de la gouvernance et de la paix à l'échelle communautaire.</p> <p>Le renforcement du dialogue multipartite et la consolidation des synergies institutionnelles constituent un autre effet catalytique majeur du projet. Les partenariats établis entre les agences onusiennes impliquées, la CENI, le MASEF, le Réseau des femmes parlementaires et les organisations féminines ont permis d'instaurer une dynamique de concertation durable entre autorités publiques, société civile et partenaires techniques, ouvrant la voie à des réformes coordonnées et inclusives.</p> <p>La transformation des normes sociales et la promotion du leadership féminin se traduisent concrètement par l'implication active de femmes parlementaires, de leaders communautaires et religieux dans les actions de plaidoyer et de formation. Cette participation accrue renforce la légitimité du leadership féminin et favorise une meilleure acceptation des femmes comme actrices politiques à part entière.</p> <p>Sous l'impulsion de l'ONUDC, le Réseau des médiatrices suscite aujourd'hui un vif intérêt tant auprès des autorités nationales, notamment le ministère de la Justice, qu'auprès de potentiels bailleurs désireux de valoriser les synergies entre ce réseau et celui des Mourchidates. Un projet est actuellement en cours d'élaboration pour concrétiser cette collaboration.</p> <p>La présence d'ONU Femmes en Mauritanie, spécifiquement dans le cadre de ce projet, a par</p>
--	---

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

	<p>ailleurs permis d'apporter un appui technique à d'autres initiatives stratégiques, telles que le projet de gestion des statistiques genre mené conjointement avec l'ANSADE, le MASEF et le MEF, ainsi que le projet de création d'un mouvement féminin pour la paix au Sahel, financé par les Pays-Bas.</p> <p>Enfin, les résultats tangibles et les effets multiplicateurs observés constituent aujourd'hui un levier stratégique pour la mobilisation future de partenaires et de bailleurs de fonds. La qualité des réalisations obtenues, conjuguée à une forte appropriation institutionnelle, positionne ce projet comme un modèle reproductible et porteur, apte à inspirer et à soutenir de nouvelles initiatives en faveur de la participation et du leadership des femmes.</p>
--	---

**Durabilité :** *Le projet a-t-il un plan de sortie explicite ? Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet (3000 caractères) :*

Le projet a intégré dès sa conception une stratégie claire de durabilité, visant à garantir le maintien et l'appropriation des acquis après sa clôture. Pour ce faire, il a privilégié le renforcement des capacités des acteurs locaux comme levier central : les institutions gouvernementales, le Parlement et les organisations de la société civile ont été formées et accompagnées pour intégrer de manière autonome la dimension genre dans leurs politiques, programmes et plans d'action. Cet appui a permis de consolider leur aptitude à promouvoir l'égalité femmes-hommes à travers la planification, la budgétisation sensible au genre et la gouvernance institutionnelle, en cohérence avec le PAN 1325 et la Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre, dont la réactualisation a été appuyée. Les avant-projets de textes sensibles au genre attendus en novembre 2025 constituent une étape clé pour ancrer ces acquis dans les politiques publiques.

Le projet a également favorisé l'institutionnalisation des connaissances et bonnes pratiques, en produisant des études nationales sur les violences faites aux femmes en politique, la participation des femmes aux processus de médiation et de règlement des conflits, ainsi que sur les obstacles à l'accès des femmes aux postes décisionnels dans les secteurs de la justice et de la sécurité. Ces travaux alimenteront les réformes et le plaidoyer, garantissant que les décisions futures reposent sur des données fiables. Les outils de référence élaborés, tels que les audits genre, les guides

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

pratiques relatifs aux concours régaliens et le compendium des compétences féminines, contribuent à pérenniser les acquis et à faciliter la continuité des actions. L'audit genre de la CENI, par exemple, identifie des freins précis et formule des recommandations concrètes pour la participation politique des femmes.

Par ailleurs, le projet a misé sur le transfert de compétences et le développement des leaders de demain, via les clubs scolaires et universitaires de leadership féminin, les programmes de coaching, mentorat et stages dans les institutions judiciaires et sécuritaires, et le tribunal pédagogique de simulation à l'Université de Nouakchott. Ce dispositif innovant offre aux étudiantes un espace pratique pour développer leurs compétences et un intérêt durable pour les métiers de la justice et de la sécurité. Le comité de coordination, réunissant université, professionnels du droit et institutions, assurera la continuité de ce dispositif après la clôture du projet.

Enfin, la mobilisation communautaire et la structuration du Réseau des Femmes Médiatrices constituent des leviers majeurs pour la durabilité. Le processus d'obtention d'un statut juridique officiel renforcera la légitimité du Réseau dans les dispositifs de prévention et de gestion des conflits, tout en facilitant leur intégration progressive dans le corps des Mouslihs. L'implication active des acteurs locaux, y compris les leaders religieux, communautaires et les hommes champions du genre, ainsi que la diffusion de messages de masculinité positive, assurent que les changements culturels et sociaux initiés par le projet se poursuivent au-delà de sa durée.

Ainsi, le projet a mis en place un plan de sortie solide et multidimensionnel, combinant transfert de compétences, institutionnalisation des bonnes pratiques, intégration dans les politiques publiques et engagement des communautés locales, garantissant la pérennité des résultats et un impact durable sur l'égalité, la paix et la cohésion sociale en Mauritanie.

**Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (3000 caractères)

Concernant la mise en œuvre du projet, il apparaît clairement que le renforcement des capacités des organisations bénéficiaires demeure un enjeu stratégique pour assurer la durabilité des acquis. Les organisations communautaires et les réseaux de femmes médiatrices, en particulier, nécessitent un accompagnement technique renforcé pour maîtriser la gestion organisationnelle, la mobilisation de ressources et le suivi-évaluation. Cette autonomie accrue leur permettra de conduire de manière durable des initiatives locales de prévention des conflits et de consolidation de la paix, tout en consolidant leur rôle de leaders communautaires.

Le soutien aux ministères sectoriels Justice, Intérieur, Économie et Finances, et Action sociale reste également essentiel. L'intégration systématique de la dimension genre dans les politiques et la planification budgétaire, ainsi que la promotion d'une gouvernance sensible au genre, nécessitent un appui continu et ciblé. Par ailleurs, le maintien et le renforcement des espaces de dialogue interinstitutionnel et des cadres de concertation thématiques contribuent à pérenniser la collaboration entre acteurs et à renforcer l'impact des politiques publiques.

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

Pour assurer une durabilité structurelle, il est crucial de renforcer les partenariats avec les institutions de formation – Facultés, École nationale d’administration, École de police et École de gendarmerie afin d’ancrer de manière pérenne dans leurs curricula des modules sur le genre, la consolidation de la paix et la gouvernance inclusive. Cette approche permet de former des professionnels sensibilisés et compétents, garantissant la transmission des connaissances et la continuité des pratiques inclusives au sein des institutions.

**Activités de suivi et de contrôle<sup>2</sup>**

Nom de l'événement	Résumé	Constataction
<i>Comité technique du projet</i>	<i>Le comité de pilotage du projet s'est réuni au mois d'août dernier afin de mobiliser l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs engagés dans la mise en œuvre du projet. Cette rencontre stratégique a permis de passer en revue l'état de mise en œuvre global du projet. Cette réunion du comité de pilotage a également permis de renforcer la coordination inter-agences et entre les partenaires nationaux, d'ajuster le calendrier de mise en œuvre des activités du projet et de définir les contributions de chaque acteur dans le déploiement des actions prévues jusqu'à la fin de l'année.</i>	<i>La réunion du comité de pilotage a permis de mobiliser activement l'ensemble des partenaires du projet, confirmant ainsi leur engagement en faveur du projet. On constate une adhésion accrue des ministères sectoriels, de la CENI (Audit genre) et des partenaires institutionnels, des OSCs qui participent désormais de manière plus active à la planification et à la mise en œuvre des activités, témoignant d'une appropriation nationale progressive du projet. Le projet a gagné en visibilité, sensibilisant efficacement le public aux enjeux de la participation des femmes et jeunes filles dans les instances décisionnelles et métiers régaliens. L'approche multisectorielle et inter-agences s'est révélée pertinente, assurant la complémentarité des actions et</i>

<sup>2</sup> Notamment des réunions du comité de pilotage, des visites de surveillance, de la surveillance par des tiers, de la surveillance communautaire, de toute collecte de données, de la perception ou d'autres résultats d'enquête, des rapports d'évaluation, des audits ou des enquêtes.

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

		<i>l'harmonisation des messages de plaidoyer.</i>
<i>Visites communautaires</i>	<i>Des visites régulières sur le terrain ont été effectuées auprès des communautés bénéficiaires pour assurer le suivi de la mise en œuvre du projet. Ces visites ont permis de contrôler l'avancement des activités, d'évaluer la pertinence et l'efficacité des initiatives, et de renforcer la communication avec les bénéficiaires.</i>	<i>Les visites ont mis en évidence les difficultés rencontrées sur le terrain et ont permis de proposer des ajustements adaptés. Elles ont également favorisé la confiance des bénéficiaires et leur appropriation des actions, tout en assurant la conformité des activités avec les objectifs du projet.</i>
<i>Enquêtes dans le cadre des études</i>	<i>Des enquêtes structurées, réalisées dans le cadre des études nationales menées par le projet, ont été conduites auprès des bénéficiaires, des institutions partenaires et des communautés locales. Elles visaient à mesurer l'impact des interventions et à suivre les progrès par rapport aux indicateurs définis, tout en alimentant les rapports de suivi et les décisions stratégiques.</i>	<i>Les résultats de ces enquêtes ont permis d'identifier les changements observés et les obstacles persistants, de renforcer la prise de décision fondée sur des preuves et d'améliorer la redevabilité et la transparence du projet auprès des partenaires et des communautés.</i>
<i>Mission conjointe de présentation du projet</i>	<i>Une mission conjointe de lancement du projet a réuni autorités locales, ministères, OSC, organisations de femmes et de jeunes, ainsi que les partenaires techniques. Elle a permis de présenter les axes stratégiques et les résultats attendus, de clarifier les rôles des parties prenantes et de créer un cadre d'échanges inclusif pour recueillir leurs attentes et recommandations.</i>	<i>La mission conjointe a renforcé l'appropriation locale du projet et la légitimité de ses interventions, tout en mobilisant les autorités locales et en consolidant la coordination entre les services sectoriels. Elle a permis d'identifier les contraintes et opportunités locales pour ajuster la mise en œuvre, de renforcer le plaidoyer pour l'inclusion des femmes et des jeunes dans la prévention des conflits, et de poser les bases d'une collaboration durable avec les communautés et les autorités, garantissant la</i>

**CE MODÈLE DONNE UNE VUE D'ENSEMBLE DES QUESTIONS DU RAPPORT EN LIGNE :  
IL EST DESTINÉ À VOUS GUIDER DANS LES QUESTIONS DU RAPPORT**

		pérennité des résultats du projet.
<i>Visite conjointes de courtoisies dans le cadre de la mise en œuvre des activités dans les différentes zones d'intervention</i>	<i>Dans le cadre de missions pour la mise en œuvre des activités, des visites de courtoisie ont également été organisées auprès des autorités administratives et coutumières dans chacune des zones d'intervention. Ces visites ont été essentielles car elles ont contribué au renforcement du dialogue et la confiance avec les leaders locaux, d'expliquer de manière personnalisée les objectifs du projet, et de mobiliser leur adhésion en amont de la mise en œuvre des activités. Les visites sur le terrain ont également permis de recueillir des données lors des enquêtes dans le cadre des études prévues par le projet.</i>	<i>Ces visites de courtoisie ont contribué à renforcer le plaidoyer en faveur de l'inclusion des femmes et des jeunes dans les dispositifs de prévention et de gestion des conflits, et à promouvoir leur participation aux instances locales de décision.</i>